

Texte du discours d'excuses du premier ministre australien Kevin Rudd, le 13 février 2008

Je propose qu'aujourd'hui nous honorions les peuples indigènes de ce pays, les cultures ininterrompues les plus anciennes de l'histoire de l'humanité¹.

Nous pensons aux mauvais traitements qu'ils ont subis. Nous pensons en particulier aux mauvais traitements qu'ont subis les générations volées – cet épisode qui est une flétrissure de notre histoire nationale.

Le moment est venu pour la nation de tourner une page de l'histoire australienne en redressant les torts du passé et en avançant ainsi avec confiance vers l'avenir.

Nous présentons nos excuses pour les lois et les politiques des parlements et gouvernements successifs qui ont infligé peine, souffrance et dommages à ces compatriotes.

Nous présentons des excuses particulières pour l'enlèvement des enfants aborigènes et des indigènes des îles du détroit de Torrès², à leur familles, à leurs communautés et à leur pays. Pour la douleur, la souffrance et les blessures de ces générations volées, pour leurs descendants et leurs familles, nous demandons pardon. Pour l'indignité dégradante infligée à un peuple fier et à sa culture, nous demandons pardon.

Nous, parlement d'Australie, demandons respectueusement que cette demande de pardon soit reçue dans le même esprit que dans celui dans lequel elle est faite, un esprit de guérison et de conciliation nationale.

Pour l'avenir, nous prenons courage ; en décidant que nous pouvons désormais écrire cette nouvelle page de l'histoire de notre grand continent. Nous faisons aujourd'hui le premier pas en reconnaissant le passé et en revendiquant un avenir qui inclue tous les Australiens.

Un avenir où notre parlement, réuni aujourd'hui, décide que les injustices du passé ne pourront jamais, au grand jamais plus se reproduire. Un avenir où nous mettrons toute la détermination des Australiens, indigènes comme non indigènes, pour combler l'écart qui nous sépare en termes d'espérance de vie, de réussite scolaire et d'égalité des chances économiques. Un avenir où nous embrassons

1. Sur une population de vingt millions d'habitants, on estime à 1%, soit un peu moins de 200 000 personnes, la population d'origine aborigène. Un quart seulement de cette population est encore familière des langues ancestrales. On estime que deux cent langues aborigènes existaient au moment de l'arrivée des premiers colons et qu'une centaine subsiste aujourd'hui ; elles sont pour la plupart menacées d'extinction rapide.

2. Le détroit de Torrès sépare la pointe nord de l'Australie de la côte sud de la Papouasie-Nouvelle Guinée. Large mais peu profond et d'une navigation dangereuse (le sous-marin le Nautilus s'y échoue dans Vingt mille lieues sous les mers de Jules Verne), il comporte des centaines d'îles, toutes sous administration australienne. Les habitants sont de culture mélanésienne, proche des Papouas de Nouvelle Guinée.



des idées nouvelles là où les approches traditionnelles ont échoué. Un avenir fondé sur le respect mutuel, la mise en commun de nos volontés et responsabilités. Un avenir où tous les Australiens, quelles que soient leurs origines, seront véritablement des partenaires égaux, avec une égalité des chances et un intérêt identique à participer au développement du prochain chapitre de l'histoire de ce grand pays qu'est l'Australie. Il arrive un moment dans l'histoire des nations où les peuples qui la composent doivent se réconcilier totalement avec le passé s'ils veulent avancer avec confiance et se saisir de l'avenir.

L'Australie, notre nation, est parvenue à un tel moment. C'est pourquoi le parlement est ici réuni : pour liquider ces affaires non réglées, pour enlever une grande tâche sur la conscience de notre nation, et dans un véritable esprit de réconciliation, ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de ce grand pays, l'Australie.

L'an dernier, j'avais pris l'engagement, au cas où nous serions appelés à former le prochain gouvernement de la Communauté d'Australie³, que nous demanderions pardon aux générations volées devant le Parlement. Aujourd'hui, je tiens cet engagement.

J'avais dit que nous ferions ce geste plutôt au début de la session parlementaire. En cela aussi nous tenons promesse en le faisant dès l'ouverture de la session parlementaire, la 42^{ème} de notre Communauté.

3. Litt. Commonwealth of Australia, nom officiel de l'Australie, entité fédérative dont le chef d'Etat est officiellement la Reine d'Angleterre, et qui regroupe six Etats et deux grands Territoires, tous dotés d'institutions politiques démocratiques complètes, plus une série de petits Territoires sous administration fédérale.

Parce que le moment est venu, et vraiment venu, pour tous les peuples de notre grand pays, pour tous les Australiens – les indigènes et les non indigènes – de s'unir pour se réconcilier et ensemble construire un avenir nouveau pour notre nation.

Certains ont posé la question : pourquoi demander pardon ? Je me permets de commencer ma réponse en évoquant devant le Parlement une partie de l'histoire d'une personne, une merveilleuse octogénaire, élégante, éloquente, pleine de vie et d'histoires amusantes à raconter malgré ce qui lui est arrivé pendant sa vie ; c'est une femme qui a fait un long voyage pour être des nôtres aujourd'hui, qui fait partie de cette génération volée et qui a partagé un peu de son histoire avec moi lorsque je lui ai rendu visite il y a quelques jours. Nanna Nungala Fejo, c'est ainsi qu'elle préfère qu'on l'appelle, est née dans les années vingt. Ses premiers souvenirs d'enfance se situent dans un camp près de Tennant Creek⁴ où elle vivait avec sa famille et sa communauté. Elle se souvient de l'amour, de la chaleur et de la fraternité de cette époque lointaine, y compris les danses traditionnelles autour du feu de camp le soir. Elle adorait danser. Elle se rappelle avoir occasionné une dispute, lorsque, âgée de quatre ans, elle voulut entrer dans la danse avec les anciens de la tribu au lieu de rester assise à regarder les hommes, comme le veut la tradition. Mais il y eut ce jour, sans doute en 1932, alors qu'elle était âgée de 4 ans, où les hommes de la protection sociale sont arrivés. Sa famille redoutait ce jour et avait préparé des cachettes, creusées dans les rives de la rivière, où les enfants auraient pu courir se réfugier. Mais ce à quoi ils ne s'attendaient pas était que ces hommes n'étaient pas venus seuls ; ils avaient un camion, deux hommes blancs et un cow-boy aborigène qui faisait claquer son fouet. Les enfants furent découverts, ils coururent vers leur mère en hurlant, mais ils ne purent s'échapper. Ils furent regroupés et poussés dans le camion. Malgré les mamans en larmes qui tentaient de s'accrocher aux ridelles du camion, les enfants furent emmenés au Bungalow⁵ à Alice Springs, tout cela au nom de la protection sociale. Quelques années plus tard, la politique gouvernementale a changé. Les enfants seraient désormais confiés aux missionnaires et les églises s'occuperaient d'eux. Mais quelle église s'occuperait d'eux ? On a simplement fait ranger les enfants en rang par trois. Nanna Fejo et sa sœur étaient dans la file du milieu, son frère aîné et son cousin dans la file de gauche. On a dit à ceux de la file de gauche qu'ils étaient catholiques, à ceux de la file du milieu qu'ils étaient méthodistes et à ceux de droite qu'ils étaient anglicans.

Voilà comment on résolvait les délicates questions théologiques engendrées par la Réforme dans la cambrousse

4. Petite ville (3500 habitants) du Territoire du Nord, à 500 km au nord d'Alice Springs et 1000 km au sud de Darwin – capitale du Territoire –, donc en plein territoire aborigène. Tennant Creek est connue pour avoir été le théâtre d'une ruée vers l'or dans les années 1930.

5. Nom donné à un orphelinat pour enfants métis et aborigènes situé à Alice Springs qui avait effectivement commencé par un abri de fortune avant de se développer. Le responsable de l'époque fut condamné en 1934 pour abus sexuel sur les jeunes filles... à trois mois de prison et 100 Livres d'amende, sa femme continuant d'exercer au Bungalow comme responsable de l'enseignement.

australienne des années trente. C'était aussi rudimentaire et indélicat que cela. Elle et sa sœur furent envoyées dans une mission méthodiste sur l'île de Goulburn⁶ puis sur l'île de Croker⁷. Son frère catholique fut envoyé pour travailler dans une ferme et son cousin dans une mission catholique. La famille de Nanna Fejo avait été dispersée une deuxième fois. Elle resta dans la mission jusqu'au lendemain de la guerre, où elle fut autorisée à partir pour prendre un travail de domestique qu'on lui avait trouvé à Darwin. Elle avait seize ans. Nanna Fejo ne revit jamais sa mère.

Après qu'elle eut quitté la mission, son frère lui avait fait savoir que sa mère était décédée quelques années plus tôt, sa vie brisée et dévorée de souci pour ces enfants qui lui avaient été littéralement arrachés. J'ai demandé à Nanna Fejo ce qu'elle voudrait que je dise aujourd'hui à propos de son histoire. Elle a réfléchi quelques instants, puis elle a dit que ce que je devrais conclure est que « toutes les mères sont importantes ». Puis elle a ajouté : « Les familles – c'est important de les laisser vivre unies. C'est une bonne chose d'être entouré d'amour et cet amour est transmis de génération en génération. C'est cela qui vous rend heureux. »

Après mon départ, Nanna Fejo prit à part un de mes assistants, afin de s'assurer que je ne sois pas trop dur avec le cow-boy aborigène qui avait pourchassé les enfants il y a si longtemps. Il l'avait retrouvée une deuxième fois, plusieurs dizaines d'années plus tard, cette fois pour lui demander pardon. Et chose remarquable, extraordinaire, elle lui avait accordé ce pardon.

L'histoire de Nanna Fejo n'est qu'une histoire parmi des milliers, voire des dizaines de milliers d'histoires d'enfants aborigènes ou originaires des îles du détroit de Torrès⁸ séparés de leur papa et de leur maman pendant plus d'un demi-siècle. Certaines de ces histoires sont racontées sans ambages dans le rapport commandé en 1995 par le premier ministre Keating⁹ et reçu, sous le titre « Ramenons les à la maison » (Bringing Them Home), par le premier Ministre Howard¹⁰ en 1997. Il y a quelque chose de terriblement primal dans ces récits vécus. Chaque page exhale une douleur cuisante. La blessure, l'humiliation, la dégradation et la brutalité extrême de cet acte de séparation par la force d'une mère et de ses enfants agresse violemment

6. Île aborigène située au nord de la côte nord de l'Australie.

7. Autre île de la côte nord de l'Australie, non loin de la précédente.

8. Le détroit de Torrès sépare la pointe nord de l'Australie de la côte sud de la Papouasie-Nouvelle Guinée. Il comporte des centaines d'îles, toutes sous administration australienne. Les habitants sont de culture mélanésienne, proche des Papous de Nouvelle Guinée.

9. Paul Keating, du Parti Travailleuse Australien, premier ministre australien de 1991 à 1996.

10. John Howard, du Parti libéral, premier ministre australien de 1996 à 2007, élu sur un programme restrictif face à l'immigration notamment d'origine asiatique, opposé à la reconnaissance de droits de propriété aux aborigènes sur leurs territoires traditionnels et très opposé aux démarches de pardon, en général plutôt poussées par les Travailleuses. Kevin Rudd, travailliste dont la victoire fin 2007 met fin à presque douze ans de règne de son prédécesseur, indique donc ici indirectement que le rapport « Bringing Them Home » avait été proprement enterré par John Howard. De manière remarquable, les excuses de Kevin Rudd recevront un appui des deux partis, en présence de tous les anciens premiers ministres australiens, à l'exception de John Howard.

notre sensibilité et notre humanité la plus élémentaire.

Ces histoires exigent d'être entendues. Elles exigent des excuses.

A cela, le parlement national n'a répondu pendant plus de dix ans que par un silence de pierre, entêté, assourdissant. Il était d'avis que nous, parlementaires, devions mettre entre parenthèses notre sentiment naturel du bien et du mal, que nous devions plutôt chercher un prétexte pour repousser les torts d'un autre côté, et pour laisser la question s'éterniser entre les mains des historiens, des universitaires et des militants, comme si les générations volées n'étaient rien de plus qu'un intéressant phénomène sociologique.

Mais les générations volées ne sont pas une curiosité intellectuelle. Ce sont des êtres humains, qui ont gravement souffert des décisions des parlements et des gouvernements. A partir d'aujourd'hui, le temps du déni, le temps des échappatoires est enfin terminé. La nation demande à ses responsables politiques de se tourner vers l'avenir. La décence, la décence humaine, la décence humaine universelle exige que la nation avance pour rectifier un tort historique. C'est que nous faisons aujourd'hui ici même. S'il devait subsister le moindre doute quant au fait de savoir pourquoi nous devons agir maintenant, que le parlement réfléchisse un moment aux faits suivants : entre 1910 et 1970, de 10 à 30 % des enfants indigènes ont été enlevés à leurs parents, soit cinquante mille enfants environ qui ont été pris par la force à leur famille ; cela a été le fruit d'une politique délibérément mise au point par l'Etat, comme en témoigne les pouvoirs très étendus qui ont été statutairement conférés aux autorités ; cela a été poussé à tel point par certaines autorités administratives que l'enlèvement des enfants d'ascendance dite mixte en est venu à représenter un élément constitutif d'une politique plus large permettant de traiter le problème aborigène. Un des exemples les plus célèbres en la matière a été celui du protecteur des autochtones du Territoire du Nord, qui a déclaré : « En général au bout de cinq générations et à coup sûr au bout de six, tous les caractères aborigènes sont éliminés. Le problème de nos métis¹¹ – nous citons toujours – sera rapidement éliminé par la disparation complète de la race noire et la dilution rapide de leur descendance dans la race blanche. »

Le protecteur des autochtones de l'Etat d'Australie-Occidentale exprima des vues assez proches, les développant longuement à Canberra en 1937 lors de la première conférence nationale des affaires indigènes qui réunit le gouvernement fédéral et les protecteurs des autochtones.

Ce sont des choses qu'il est peu confortable de mettre au jour. Ce n'est pas agréable. C'est profondément troublant. Mais nous devons reconnaître ces faits si nous voulons régler une fois pour toutes les arguties tendant à démontrer que notre politique généralisée de séparation forcée était d'une certaine manière bien fondée, justifiée par son contexte historique et ne devant du coup pas faire

11. Les autorités fédérales australiennes estimaient que les métis représentaient une menace pour l'Australie blanche. Une politique d'assimilation spécifique fut mise en place, qui conduisit à la pratique de séparation des enfants métis de leur famille aborigène. Une autre croyance des autorités de l'époque était que les « gènes blancs » de ces enfants faciliteraient leur assimilation dans la société blanche.

l'objet d'une demande de pardon aujourd'hui.

Nous en venons à présent à l'argument de la responsabilité intergénérationnelle, utilisé également par certains pour discuter la nécessité d'une demande de pardon aujourd'hui. Mais rappelons nous que la politique d'enlèvement des enfants s'est poursuivie jusqu'au début des années soixante-dix. Les années soixante-dix ne sont pas précisément ce qu'on pourrait appeler de l'histoire ancienne. Il y a des membres de ce parlement qui ont été élus pour la première fois au début des années soixante-dix. C'est une époque qui est vivante dans la mémoire adulte de nombre d'entre nous.

La vérité inconfortable pour nous tous est que les parlements successifs de notre nation ont individuellement et collectivement approuvé des statuts, et délégué l'autorité nécessaire au travers de ces statuts, qui ont fait de l'enlèvement d'enfant pour motif racial une chose entièrement légale.

Il y a encore une raison à cette demande de pardon : c'est que la réconciliation est l'expression de l'une des valeurs fondamentales de notre nation, et cette valeur, c'est l'égalité des chances. Il y a une conviction profonde et durable au sein de la communauté australienne que les générations volées n'ont pas eu la moindre chance. C'est exprimer une claire conviction des Australiens que de dire qu'il est temps de rectifier ce tort particulièrement scandaleux. C'est pour ces raisons, en complément du souci de la décence humaine fondamentale, que les gouvernements et parlements de ce pays doivent demander pardon, parce que, pour le dire simplement, ce sont les lois édictées par nos parlements qui ont fait les générations volées.

Nous, parlements de la nation, sommes les responsables ultimes, et non ceux qui ont appliqué la loi. Le problème provient de la loi elle-même.

Comme cela a été dit à propos d'autres sociétés issues de la colonisation, nous sommes les bénéficiaires de nombreuses bénédictions transmises par nos ancêtres ; c'est pourquoi nous sommes également les porteurs des fardeaux qu'ils nous ont transmis. C'est pourquoi, pour notre pays, l'action à conduire est claire : c'est de régler maintenant ce qui est devenu le chapitre le plus sombre de l'histoire australienne.

Ce faisant, nous faisons plus que de nous confronter aux faits, aux preuves et à un débat public souvent acrimonieux, nous nous confrontons aussi à notre conscience.

Ce n'est pas, comme certains le soutiennent, une vision noire de l'histoire ; c'est tout simplement la vérité, une vérité froide, hostile, inconfortable, que nous affrontons de face, que nous traitons et que nous surmontons pour mieux avancer. Tant que nous n'aurons pas affronté complètement cette vérité, il y aura toujours une ombre qui planera sur notre avenir de peuple complètement uni et complètement réconcilié.

Il est temps de réconcilier. Il est temps de reconnaître les injustices du passé. Il est temps de demander pardon. Il est temps d'avancer ensemble.

Aux générations volées, je dis ceci : en tant que premier ministre d'Australie, je regrette.

Au nom du gouvernement de l'Australie, je regrette.

Au nom du parlement de l'Australie, je regrette.

Je vous offre ces excuses sans réserves.

Nous demandons pardon pour les blessures, la douleur et la souffrance que nous, le parlement, vous avons causées au travers des lois votées par les parlements successifs.

Nous demandons pardon pour l'affront à la dignité humaine et l'humiliation que ces lois ont représentées.

Nous offrons ces excuses aux mères, aux pères, aux frères, aux sœurs, aux familles et aux communautés dont les vies ont été déchirées par les décisions des gouvernements successifs sous des parlements successifs.

En faisant cette demande de pardon, je voudrais aussi m'adresser personnellement aux membres des générations volées et à leurs familles : à vous, si nombreux ici aujourd'hui, à vous qui nous écoutez dans tout le pays depuis Yuendumu¹², dans le Territoire du Nord, jusqu'à Yabara¹³, dans le nord du Queensland, et jusqu'à Pitjantjatjara¹⁴ en Australie méridionale, je sais que, en vous faisant ces excuses au nom du gouvernement et du parlement, il n'y a rien que je puisse dire qui puisse faire disparaître la peine que vous avez personnellement endurée. Quels que soient les mots que je prononce aujourd'hui, je ne peux rien défaire de ce qui a été fait. Les mots pris isolément ne sont pas assez forts, la douleur est quelque chose de profondément personnel.

Je demande aux Australiens non indigènes qui m'écourent aujourd'hui et qui peuvent ne pas comprendre complètement pourquoi ce que nous faisons aujourd'hui est si important d'imaginer un instant que cela leur serait arrivé à eux. Je dis aux honorables membres du parlement ici présents : imaginez que cela nous soit arrivé à nous. Imaginez en l'impact écrasant. Imaginez combien ce serait difficile à pardonner.

Ma proposition est la suivante : si la demande de pardon que nous faisons aujourd'hui est acceptée dans un esprit de réconciliation, ainsi qu'elle est faite, nous pouvons décider ensemble d'un nouveau départ pour l'Australie.

Et c'est ce à quoi je crois que la nation nous appelle.

Les Australiens sont des passionnés. Ce sont aussi des pragmatiques.

Pour nous le symbolisme est important mais s'il n'est pas accompagné d'une plus grande substance, ce n'est guère qu'un gong qui résonne.

Ce n'est pas le sentiment qui fait l'histoire, ce sont nos actions.

La demande de pardon de ce jour, aussi inadéquate soit-elle, est destinée à corriger les torts du passé. Elle est aussi destinée à construire un pont entre les Australiens indigènes et non indigènes, une relation fondée sur un réel respect et non sur un mépris mal dissimulé.

12. Ville de Territoire du Nord, à 300 km d'Alice Springs, haut lieu de la culture aborigène depuis le début des années 1980.

13. Transcription fautive de Yarrabah, communauté aborigène du nord de l'Etat du Queensland, près de Cairns. Le gouvernement du Queensland y a tenu un conseil des ministres en 2007.

14. Nom du peuple aborigène qui peuple le désert central australien et dont l'influence s'étend depuis le site sacré d'Uluru (Ayers Rock) dans le Territoire du Nord jusque dans la plaine de Nullarbor en Australie méridionale. Leur langue est l'une des plus parlées parmi les langues aborigènes.

Notre défi pour l'avenir est de franchir ce pont, et ce faisant d'entreprendre un nouveau partenariat, un service de recherche de parenté étendu et d'autres services-clé pour aider si possible les générations volées à retrouver leur famille et à vivre avec plus de dignité.

Mais le cœur de ce partenariat pour l'avenir est de combler l'écart entre les Australiens indigènes et non indigènes quant à l'espérance de vie, l'accès à l'éducation et à l'emploi.

Le nouveau partenariat fixera des objectifs concrets pour l'avenir : diviser par deux d'ici dix ans l'écart grandissant en termes d'illettrisme, de débouchés et d'opportunité d'emploi entre les Australiens indigènes ou non, diviser par deux d'ici dix ans l'écart épouvantable de mortalité infantile entre les enfants indigènes et non indigènes, et en l'espace d'une génération réduire le non moins épouvantable écart de 17 ans d'espérance de vie à la naissance qui sépare les indigènes des non indigènes.

La vérité, c'est qu'une approche « business as usual » envers les Australiens indigènes, ça ne marche pas. La plupart des approches anciennes ne marchent pas.

Nous avons besoin de prendre un nouveau départ, un nouveau départ qui contienne de véritables moyens de mesures du succès ou de l'échec d'une politique ; un nouveau départ, un nouveau partenariat pour combler les écarts avec une flexibilité suffisante pour ne pas s'accrocher à des mesures uniformes qu'on essaierait d'appliquer à chacune des centaines de communautés indigènes régionales dispersées à travers le pays, mais plutôt permettant d'adopter des approches adaptées à chaque situation locale pour atteindre les objectifs approuvés en commun à l'échelle nationale, lesquels forment le cœur du nouveau partenariat que nous proposons ; un nouveau départ qui tire intelligemment les enseignements des différentes expériences de nouvelle politique vécues dans tout le pays.

Toutefois, si le parlement ne fixait pas une direction pour le pays, nous n'aurions aucun point de repère pour guider notre politique, notre programme ou même nos objectifs et nous n'aurions pas même un principe d'organisation centralisé.

Décidons aujourd'hui de commencer par les jeunes enfants, un choix tout indiqué pour cette journée de demande de pardon aux générations volées.

Décidons aujourd'hui que, avant cinq ans, chaque enfant indigène de quatre ans dans chaque communauté aborigène reculée sera inscrit et ira vraiment dans une école maternelle ou un centre de formation spécialisé, et qu'il suivra une préparation à l'apprentissage de la lecture et du calcul.

Décidons de construire de nouvelles opportunités d'accès à l'éducation pour ces petits, année après année, étape par étape, après cette première année primordiale de scolarisation en maternelle.

Décidons de construire avec la même approche systématique les opportunités d'éducation pour les enfants indigènes afin de leur fournir une bonne éducation primaire et des soins médicaux préventifs, afin que nous commençons à faire reculer cette obscénité de mortalité infantile, quatre fois plus élevée dans les communautés indigènes isolées que dans les autres communautés.

Rien de tout cela ne sera facile. La plus grande partie en sera difficile, très difficile. Mais rien n'est impossible, et tout est réalisable avec des objectifs clairs, une pensée lucide et en attachant une valeur absolue au respect, à la coopération et à la responsabilité mutuelle comme principes directeurs de ce nouveau partenariat pour combler les écarts.

L'état d'esprit de la nation est à la réconciliation, maintenant, entre les Australiens indigènes et non indigènes. L'état d'esprit de la nation quant à la politique indigène et à la grande politique est très simple. La nation nous appelle, nous les hommes politiques, à dépasser nos querelles infantiles, notre mesquinerie et notre pensée politique stupidement partisane et de placer ce domaine-clé de responsabilité nationale dans la position rare de question qui transcende les divisions entre les partis.

C'est là sans aucun doute l'esprit du référendum de 1967 non mis en application. Sans aucun doute, nous devons le mettre en application dès aujourd'hui.

Permettez moi de pousser un peu plus loin, de prendre ce que certains voient peut-être comme une pure gesticulation politique et de faire à l'opposition une proposition pratique en ce premier jour de notre session parlementaire. J'ai annoncé avant l'élection que la nation aurait besoin d'une sorte de gouvernement d'intérêt national sur certains aspects de la politique indigène, parce que les défis sont trop grands et les conséquences trop importantes pour laisser cette question devenir une balle qu'on se renvoie comme cela a trop souvent été le cas par le passé.

C'est pourquoi je propose de créer une commission politique conjointe qui sera présidée par le leader de l'opposition et par moi-même, avec comme mandat pour commencer de développer et de mettre en œuvre une politique de logement efficace pour les communautés isolées dans les prochaines cinq années.

Ce sera en cohérence avec la politique générale du gouvernement, un nouveau partenariat pour combler les écarts. Si cette commission fonctionne bien, alors je propose qu'elle travaille sur la question complémentaire de la reconnaissance constitutionnelle des premiers Australiens, en cohérence avec les engagements de longue date du programme de mon parti comme avec la position prise par l'opposition avant les élections.

Cette démarche est sans doute de toute façon nécessaire car, à moins qu'une telle proposition ne soit complètement soutenue par les deux partis, elle n'aurait aucune chance de succès lors du référendum. Comme je l'ai déjà dit, il est temps d'adopter de nouvelles approches face à des problèmes persistants.

Un travail en commun constructif sur de tels projets clairement définis aurait, je crois, le plein appui de tout le pays. Le moment est venu pour des idées nouvelles afin de façonner l'avenir de la nation¹⁵.

Monsieur le président du parlement, le parlement est aujourd'hui réuni pour redresser un grand tort. Nous sommes réunis pour régler les affaires du passé afin de pouvoir ensemble nous saisir pleinement de l'avenir. Nous avons eu suffisamment d'audace dans notre convic-

15. Les propositions du premier ministre Rudd ont effectivement reçu l'appui de deux principaux partis australiens.

tion pour avancer la création d'un chemin vers cet avenir avec les bras ouverts plutôt qu'avec les poings serrés. Saisissons l'instant. Que cela ne devienne pas un moment de simple sentimentalité. Empoignons le à deux mains et faisons de ce jour, ce jour de réconciliation nationale, un de ces rares moments où nous pouvons transformer comment la nation de se conçoit, ce par quoi l'injustice infligée aux générations volées au nom de ceux, nos pères, nous conduit à réviser, au niveau de nos convictions les plus profondes, la possibilité d'un acte de réconciliation : une réconciliation qui traverse toute l'Australie indigène, une réconciliation qui traverse toute l'histoire de la rencontre souvent sanglante entre ceux qui ont émergé de l'époque du rêve¹⁶ il y a mille générations et ceux qui, comme moi, sont arrivés par la mer hier seulement ; une réconciliation qui ouvre toute une série de possibilités nouvelles pour l'avenir.

Il revient à la nation d'apporter une conclusion aux deux siècles d'histoire de colonisation, alors que nous abordons un nouveau chapitre. Nous embrassons avec fierté, admiration et sentiment de notre propre petitesse ces grandes cultures anciennes ; nous sommes profondément bénis d'avoir parmi nous des cultures qui nous fournissent un lien humain ininterrompu entre notre continent australien et la préhistoire la plus ancienne de notre planète.

A partir de ce nouveau respect, nous voyons nos frères et sœurs aborigènes avec un regard nouveau et nous ouvrons en grand nos esprits pour savoir comment attaquer ensemble les grands défis pratiques auxquels l'Australie indigène va devoir faire face dans l'avenir.

Tournons cette page ensemble : les Australiens indigènes et non indigènes, le gouvernement et l'opposition, la Communauté australienne et l'Etat, et écrivons ensemble ce nouveau chapitre de l'histoire de notre nation. Premiers Australiens, premiers arrivants de l'époque coloniale¹⁷ ou bien ceux qui ont prêté serment d'allégeance à la nation il y a quelques semaines seulement, saisissons cette opportunité de façonner un nouvel avenir pour ce grand pays, l'Australie.

Je recommande cette motion à l'assemblée.

**Source du texte : AAP (Australian Associated Press).
Traduction et notes Antoine Jaulmes.**

16. Texte original : Dreamtime, époque qui précède la création dans le mythe aborigène des origines.

17. Texte original : First Fleeters, descendants des quelque 1400 passagers de la première flottille de onze navires qui aborda en Australie en 1788 sur le site de l'actuelle Sydney. Sur les onze navires, neuf transportaient environ 750 prisonniers de droit commun dont un quart de femmes, et deux constituaient l'escorte.